

Convention collective

IDCC : **9631** | **EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES**
(Puy-de-Dôme)
(25 octobre 1978)

(Étendue par arrêté du 11 avril 1979,
Journal officiel du 27 avril 1979)

Avenant n° 100 du 13 janvier 2020

NOR : AGRS2097101M

IDCC : 9631

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles du Puy-de-Dôme ;
Fédération départementale des CUMA ;
Syndicat des entrepreneurs du territoire du Puy-de-Dôme,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Syndicat général agroalimentaire du Puy-de-Dôme CFDT ;
Syndicat national des cadres des entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC ;
Union syndicale régionale agroalimentaire et forestière CGT Auvergne ;
Fédération CFTC-Agri,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les partenaires sociaux signataires se sont accordés pour procéder à des aménagements de la convention collective de travail du 25 octobre 1978 des exploitations et entreprises agricoles du département du Puy-de-Dôme, s'agissant de la mise en œuvre du principe de solidarité et de mutualisation avec le fonds de solidarité national.

Article 1^{er}

L'article 78 de la convention collective de travail du 25 octobre 1978 concernant les exploitations et entreprises agricoles du département du Puy-de-Dôme est complété comme suit :

Dernier alinéa :

« Principe de solidarité

Les exploitations et entreprises agricoles devront, quel que soit l'organisme assureur auprès duquel elles ont souscrit un contrat collectif d'assurance, s'assurer que

la couverture mise en place met en œuvre des mesures collectives ou individuelles de préventions et d'action sociale, selon les mêmes modalités que celles de l'accord national du 10 juin 2008, et le présent accord départemental s'inscrit dans le cadre de la participation à la mutualisation du fonds de solidarité institué au niveau national. »

Article 2 | Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés

Le présent avenant ne comprend pas d'article relatif à des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés. En effet, la branche des entreprises agricoles comprenant majoritairement des structures de moins de 50 salariés, les dispositions ci-dessus énoncées tiennent déjà compte des spécificités de ces entreprises.

Les dispositions du présent avenant sont applicables de façon indifférenciée à l'ensemble des entreprises relevant de la branche. Elles concernent donc de façon identique les entreprises de moins de 50 salariés et de 50 salariés et plus, afin de garantir à l'ensemble des salariés de la branche une couverture uniforme dont les garanties ont tenu compte lors de leur définition de la structure et de la taille des entreprises de la branche.

Article 3

Le présent avenant sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires ont convenu de demander, sans délai, l'extension du présent accord.

Le présent accord prendra effet au 1^{er} jour civil suivant la parution de son arrêté d'extension.

Fait à Clermont-Ferrand, le 13 janvier 2020.

(Suivent les signatures.)